

Message d'Ernest Bevin à Robert Schuman

Légende: Lettre d'Ernest Bevin, ministre britannique des Affaires étrangères, à son homologue français Robert Schuman, l'enjoignant à reconsidérer la politique de démontage industriel menée par les Alliés dans l'Allemagne occupée.

Source: BEYER, Henry. Robert Schuman, L'Europe par la réconciliation franco-allemande. Lausanne: Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Centre de recherches européennes, 1986. 171 p. (Cahiers rouges). p. 82-84.

Copyright: (c) Fondation Jean Monnet pour l'Europe et Centre de recherches européennes, Lausanne

URL: http://www.cvce.eu/obj/message_d_ernest_bevin_a_robert_schuman-fr-0fc42bca-95ef-4f07-bf54-2c23d3e015a2.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Message d'Ernest Bevin à Robert Schuman (30 octobre)

Je viens d'examiner avec soin la situation actuelle de l'Allemagne. Je suis arrivé à la conclusion qu'elle est devenue maintenant si sérieuse, particulièrement à cause de notre politique de démontages, que je me dois sans plus tarder de vous faire part, ainsi qu'à Monsieur Acheson, de mes observations.

2. Il est clair que pour plusieurs raisons, l'autorité morale de la Haute Commission et des Alliés en Allemagne est en train de se détériorer rapidement. La principale en est notre programme actuel de démontages, qui suscite ressentiment et opposition en Allemagne, particulièrement dans la zone britannique, où s'effectue la plus grande partie des démontages. Je dois vous dire franchement que la poursuite des démontages cause une vive inquiétude dans les rangs du parti travailliste et qu'elle est toujours plus impopulaire au Parlement. La chute du prestige des Alliés est aussi due au fait que notre politique commune en Allemagne n'a été ni coordonnée, ni expliquée de façon convenable. Bien au contraire on a donné de la publicité aux idées d'un Haut Commissaire qui ne concordent pas avec la politique de nos gouvernements. Cette situation déjà sérieuse a été aggravée par la pression croissante des autorités allemandes et de l'opinion publique sur les entreprises et la main-d'oeuvre chargées des démontages. En conséquence les entrepreneurs allemands sont toujours plus démoralisés et ce n'est plus qu'une question de semaines avant que les démontages ne s'effondrent faute de main-d'oeuvre. A mon avis, nous ne pouvons pas permettre que toute notre politique de démontages s'écroule devant nous, et que les puissances occidentales soient publiquement humiliées devant les Allemands. Nous devons faire face et venir à bout de cette situation.

3. Pour le moment, le D^r Adenauer a l'intention de présenter à la Haute Commission, qui l'a invité à le faire, des propositions quant à l'avenir des démontages. Je pense que vraisemblablement certaines de ses propositions seront inacceptables pour nous, mais que d'autres pourront donner lieu à une discussion plus approfondie et à négociation. A mon avis, nous devrions saisir cette dernière occasion d'attaquer le problème alors que nous sommes encore dans une position relativement forte. Si nous ne le faisons pas, nous allons tout à coup découvrir que le démontage a de fait cessé et que nous ne disposons plus d'aucune liberté de choix.

4. Je suggère donc que vous considériez de façon urgente la possibilité d'autoriser la Haute Commission à trouver une solution acceptable, dès que les propositions de D^r Adenauer seront connues. Ces discussions prendront nécessairement un certain temps. En attendant, si nous ne prenons pas des mesures pour l'éviter, la tension générale montera et l'on assistera à l'effondrement des démontages. Ceci dit, je ne suggère pas une cessation complète des démontages pendant les pourparlers ; mais je pense qu'il sera nécessaire d'autoriser les Hauts Commissaires à dire au D^r Adenauer que bien que le programme de démontages se poursuive durant les négociations, ils sont prêts à suspendre le démontage d'un certain nombre d'usines pour ne pas porter préjudice au résultat final. Ces usines devraient être celles dont le démontage prendrait de toute manière beaucoup de temps.

5. Les Hauts Commissaires devraient aussi faire clairement comprendre au D^r Adenauer qu'il n'est pas question de suspendre ou de réviser nos plans de démontage des usines d'armement, ni d'interrompre notre programme de désarmement et de démilitarisation dans d'autres domaines. Nous ne sommes pas disposés à apporter le moindre changement aux exigences essentielles de notre sécurité.

6. Un accord qui inclurait la suspension des démontages dans un certain nombre d'usines où ils exigent beaucoup de temps signifierait pour le Gouvernement Adenauer un succès considérable et nous souhaitons tous que son prestige et son autorité s'affirment et se renforcent dans toute l'Allemagne. Mais si nous voulons éviter à l'avenir de constants différends et litiges avec le Gouvernement fédéral allemand, qui ne pourraient que retarder la mise en oeuvre de notre politique d'étroite association de l'Allemagne au monde occidental, je pense qu'il serait sage, dans notre propre intérêt, de tenter de parvenir à une entente avec le D^r Adenauer, sur un programme incluant le plus grand nombre possible de problèmes importants qui risqueraient de surgir d'ici au moment où il conviendra de revoir le statut d'occupation.

7. Pour certains de ces problèmes nous attendons du Gouvernement fédéral qu'il agisse, pour d'autres c'est le Gouvernement fédéral qui entend obtenir des concessions de notre part. Je suis sûr qu'il y aurait grand

avantage pour nos trois gouvernements à trouver rapidement un accord de principe sur une attitude commune vis-à-vis du Gouvernement fédéral concernant ces questions. Si un accord de nos trois gouvernements sur la politique à mener à l'égard de ces problèmes pouvait aboutir à une entente générale avec le Gouvernement fédéral allemand, cela représenterait même un avantage majeur et un grand pas vers la stabilité de l'Europe occidentale et vers une association étroite de l'Allemagne avec l'Occident sur une base saine.

8. Voilà le genre de problèmes que j'ai à l'esprit : la participation du Gouvernement fédéral au contrôle international de la Ruhr ; l'acceptation par le Gouvernement fédéral allemand du Military Security Board et d'autres mesures de sécurité indispensables ; une entente claire avec le Gouvernement fédéral sur le but et l'application du statut d'occupation jusqu'au moment de sa révision ; enfin, les problèmes liés au prolongement de l'état légal actuel de guerre avec l'Allemagne. Je ne prétends pas que cette liste soit complète et pour certaines des questions il n'y a peut-être pas matière à un accord. Mais je les soumets tout de même à votre réflexion.

9. J'espère que, d'après ce que je vous ai dit, vous serez d'accord avec moi qu'il est du plus haut intérêt pour nos trois gouvernements de reconsidérer sans délai la situation actuelle de l'Allemagne dans l'optique des problèmes que je viens de mentionner. J'estime pour ma part que la situation est tellement sérieuse, surtout en ce qui concerne le programme des démontages, que je souhaiterais discuter complètement la question le plus tôt possible. Je suggère donc de profiter de l'occasion des prochaines rencontres à Paris pour que nos trois gouvernements revoient complètement la situation en Allemagne et la politique que nous y menons ; je propose d'y consacrer une journée immédiatement après les réunions du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe et du Conseil consultatif des puissances signataires du Traité de Bruxelles. Je suis sûr qu'une discussion informelle et franche, dans l'esprit de notre fructueuse rencontre de Washington le printemps dernier, donnerait d'excellents résultats et je pense qu'il serait bon de demander à nos trois Hauts Commissaires d'y participer afin qu'ils nous transmettent les dernières informations et leurs points de vue sur la situation actuelle.